

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 15 MARS 1922.

Projet de loi permettant aux femmes munies du diplôme de docteur en droit de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession ⁽¹⁾.

RAPPORT

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. **MABILLE**.

MESSIEURS,

Le projet de loi permettant aux femmes, munies du diplôme de docteur en droit, de prêter le serment d'avocat et d'exercer cette profession vient de nous être transmis, amendé par le Sénat.

I. — Quelques-unes des modifications apportées au texte voté par la Chambre sont de pure forme :

a) Ce texte débutait ainsi : *A partir de la promulgation de la présente loi*, les femmes munies du diplôme de docteur en droit *seront* admises, etc.

On a fait remarquer, non sans raison, que les mots « à partir de la promulgation de la présente loi » sont superflus : la législation générale, à laquelle on n'entend pas déroger, dit quand et comment les lois deviennent obligatoires (voir loi du 10 avril 1898). Ces mots peuvent donc disparaître et dès lors le futur « seront » doit être remplacé par le présent « sont ».

b) L'article 3, consacre le droit de la femme, de s'adresser *au tribunal*, dans l'hypothèse qu'il prévoit. Il s'agit, bien évidemment, du tribunal de première instance, et, dans de nombreux articles, le Code lui-même ne s'exprime pas autrement. L'autre assemblée eut le souci de dire *tribunal de première instance* : cette précision n'a rencontré aucune objection au sein de votre Commission.

(1) Projet de loi amendé par le Sénat, n° 106.

(2) La Commission était composée de MM. TIBBAUT, *président*, AMELOT, BAEELS, GOLENTAUX, HALLET, MABILLE et PONCELET.

II. — Le Sénat a apporté, au texte qui lui était soumis, trois autres modifications de fond.

a) L'article premier disposait, dans son deuxième alinéa :

« Les articles 30 de la loi du 22 ventôse an XII, et 35, § 3, du décret du » 14 décembre 1840, modifié par l'article 203 de la loi du 18 juin 1869, les » articles 203 de la loi du 10 juin 1869 et XVII de la loi du 25 octobre 1919 » ne sont pas applicables aux femmes qui bénéficieront de la présente loi ».

Ces divers articles se résument dans l'article 203 de la loi d'organisation judiciaire, ainsi conçu :

« Dans les tribunaux de première instance et de commerce, le juge empêché » peut être remplacé par un juge suppléant. A défaut de suppléant, on appelle » dans les tribunaux de première instance, un avocat belge et âgé de 25 ans, » attaché au barreau, en suivant l'ordre du tableau... »

Il en résulte que les avocats ont l'obligation de siéger lorsqu'ils en sont requis. C'est à ce devoir que le texte voté par la Chambre entendait soustraire la femme avocat, en disant que les lois précitées ne lui seraient pas applicables.

Mais il a paru à la Commission du Sénat que cette formule obligerait le lecteur de la loi à consulter des textes nombreux.

Puis, on pouvait encore se demander si la femme, exemptée de l'obligation, ne conserverait pas la faculté de consentir à assumer volontairement la charge?

Pour écarter tout doute à cet égard, la Commission du Sénat proposa de remplacer le deuxième alinéa de l'article premier par ce texte plus clair : « Les » femmes avocats ne peuvent être appelées à suppléer les magistrats. »

Cette modification fut adoptée après une assez longue discussion. La majorité de l'assemblée rejeta un amendement admettant les femmes avocats à suppléer les magistrats. Elle estima que c'était là soulever une question touchant à l'organisation judiciaire, qui pourrait être examinée à son heure, à propos d'une révision de la loi de 1869, « mais qu'il ne convenait pas de mêler deux problèmes qui sont d'ordre différent : l'organisation judiciaire et l'organisation du barreau. »

Votre Commission, Messieurs, ne voit aucun inconvénient à admettre la rédaction nouvelle.

« b) L'article 2 du projet, voté par la Chambre, déclarait la femme mariée » capable d'exercer la profession d'avocat moyennant l'autorisation expresse » ou tacite de son mari. » Le Sénat vit des inconvénients pratiques à se contenter d'une autorisation tacite. « La preuve de l'autorisation, à suffisance de droit, » sera souvent impossible au demandeur », dit M. Mosselman dans son fort intéressant rapport; « il est raisonnable, ajoute-t-il, de réclamer du mari un acte » réfléchi, une volonté catégoriquement exprimée, si l'on considère qu'il sera » tenu jusque sur ses biens propres des engagements contractés par l'épouse ».

En conséquence, on exigea dans l'article 2, la nécessité d'une autorisation « expresse du mari, exprimée par déclaration faite au greffe du tribunal de » première instance auprès duquel exercera l'intéressée, et transmise en expédition au secrétaire de l'ordre ».

Il faut reconnaître que l'accomplissement de cette formalité pourra, dans certains cas, venir en aide aux tiers, intéressés à faire la preuve de l'autorisation du mari. Votre Commission ne fait donc pas de difficulté à admettre l'article 2 dans sa nouvelle rédaction.

c) L'article 5 de notre projet de loi portait que « la femme admise à exercer » la profession d'avocat par application des articles 2 et 4, peut, sans autorisation, s'obliger pour tout ce qui concerne l'exercice de la profession, tel » qu'il est déterminé par les lois d'usages ».

« Dans ce cas, elle oblige aussi son mari, s'il y a communauté entre eux. »

Cette disposition finale s'inspirant de l'article 220 du Code civil et de l'article 10 du Code de commerce, a appelé des réserves de la part du Sénat.

Evidemment, il lui parut logique de rendre le mari responsable des obligations contractées par la femme *autorisée par lui* conformément à l'article 2 : c'est le droit commun sous le régime de la communauté; mais il lui sembla excessif « que la communauté et l'époux pussent être tenu, lorsque l'épouse a agi sans » autorisation » dans les cas prévus par l'article 4.

L'article 1426 du Code civil porte que « les actes faits par la femme sans le consentement du » mari, et même avec l'autorisation de justice, n'engagent pas les biens de la communauté » ni ceux du mari, voilà le droit commun. Il n'en est autrement que si la femme contracte comme marchande publique et pour le fait de son commerce. (Voir aussi l'article 10 du Code de commerce). Le Sénat estime que ce fut là une erreur commise en matière commerciale, qu'il ne faut pas la renouveler ici, et qu'il y a donc lieu de s'en tenir au principe du Code tel qu'il est affirmé dans l'article 1426 pour la femme non commerçante : pas de responsabilité ni pour le mari ni pour la communauté, en raison d'actes qu'il n'a autorisés ni directement ni indirectement.

En conséquence le Sénat a remplacé le second alinéa de l'article 5 par la disposition suivante : « Lorsqu'il y a communauté entre les époux, la femme oblige la communauté et le mari, si elle agit en conformité de l'article 2; elle n'oblige qu'elle-même lorsqu'elle agit en vertu de l'article 4. »

Votre Commission ne croit pas devoir s'opposer à l'adoption de cet amendement.

En conclusion, nous vous proposons, Messieurs, d'adopter le projet de loi tel qu'il nous est soumis par le Sénat.

Le Rapporteur,
LÉON MABILLE.

Le Président,
EM. TIBBAUT.

(1)
(N^o 123)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 MAART 1922.

Wetsontwerp, waarbij het aan de vrouwen, die het diploma van doctor in de rechten bezitten, geoorloofd wordt den eed van advocaat af te leggen en dit beroep uit te oefenen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE COMMISSIE ⁽²⁾ UITGEBRACHT
DOOR DEN HEER **MABILLE**.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, waarbij het aan de vrouwen, die het diploma van doctor in de rechten bezitten, geoorloofd wordt den eed van advocaat af te leggen en dit beroep uit te oefenen, werd ons overgemaakt nadat het door den Senaat werd gewijzigd.

I. — Eenige der in den tekst der Kamer gebrachte wijzigingen betreffen alleen den vorm.

a) Deze tekst ving aan als volgt : *Vanaf de afkondiging dezer wet, mogen de vrouwen, die een diploma van doctor in de rechten bezitten, enz.*

Niet zonder reden deed men opmerken dat de woorden « vanaf de afkondiging dezer wet » overbodig zijn : de algemeene wetgeving, waarvan men niet wil afwijken, bepaalt wanneer en hoe de wetten bindend worden (zie wet van 10 April 1898). Die woorden mogen dus wegvallen en in den Franschen tekst moet de tegenwoordige tijd in de plaats van den toekomenden worden gebruikt.

b) Artikel 3 huldigt het recht van de vrouw zich, in het geval dat het voorziet, tot de *rechtbank* te wenden. Het is klaar dat het geldt de rechtbank van eersten aanleg en het Wetboek zelf luidt niet anders in talrijke van zijne artikelen. De

(1) Wetsontwerp, door den Senaat gewijzigd, n^o 106.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer TIBBAUT, bestond uit de heeren AMELOT, BAELS, GOLENTAUX, HALLET, MABILLE en PONCELET.

andere Vergadering droeg er zorg voor, te zeggen : *rechtbank van eersten aanleg*; tegen deze nadere aanduiding werd in uwe Commissie niet het minste bezwaar geopperd.

II. — De Senaat heeft in den hem voorgelegden tekst drie andere wijzigingen, wat den grond betreft, gebracht.

a) Het 2° lid van het eerste artikel luidde :

« De artikelen 30 der wet van 22 Ventôse jaar XII en 33, paragraaf 3, van » het decreet van 14 December 1810, gewijzigd door artikel 203 der wet van » 18 Juni 1869, de artikelen 203 der wet van 18 Juni 1869 en XVII der wet » van 25 October 1919 zijn niet toepasselijk op de vrouwen die het voordeel » dezer wet genieten. »

Deze verschillende artikelen zijn samengevat in artikel 203 van de wet op de rechterlijke inrichting :

« In de rechtbanken van eersten aanleg en in de handelsrechtbanken kan de » rechter, die verhinderd is, vervangen worden door een plaatsvervangenden » rechter. Bij ontstentenis van dezen roept men in de rechtbanken van eersten » aanleg een advocaat op, die Belg en 25 jaar oud is, aan de balie verbonden, » en naar de volgorde van de tabel... »

Daaruit vloeit voort dat de advocaten verplicht zijn te zetelen, wanneer zij daartoe opgeroepen worden. Aan deze verplichting wilde de tekst, door de Kamer aangenomen, de vrouw-advocaat onttrekken door te bepalen dat voornoemde wetten op haar niet toepasselijk zouden zijn,

De Commissie van den Senaat meende echter dat deze formule den lezer van de wet zou verplichten, talrijke teksten na te zien.

Dan kon men zich nog afvragen of de vrouw, ontslagen van de verplichting, niet het recht zou behouden, vrijwillig den last op zich te nemen.

Om allen twijfel te dien aanzien te weren, stelde de Commissie van den Senaat voor, het tweede lid van artikel I te vervangen door dezen duidelijkeren tekst : « De vrouwen-advocaten mogen niet opgeroepen worden om magistraten te vervangen. »

Deze wijziging werd na eene zeer lange bespreking aangenomen. De meerderheid van de vergadering verwierp een amendement, waarbij de vrouwelijke advocaten de magistraten mogen vervangen. Zij oordeelt dat men daardoor eene kwestie opwierp, welke aan de rechterlijke inrichting raakte en op haar tijd zou kunnen onderzocht worden bij eene mogelijke herziening der wet van 1869; « maar dat het niet aanging twee vraagstukken van verschillenden aard dooreen » te mengen, namelijk de rechterlijke inrichting en de inrichting van de balie. »

Uwe Commissie, Mijne Heeren, ziet er geen bezwaar in, den nieuwen tekst aan te nemen.

b) Artikel 2 van het ontwerp, door de Kamer aangenomen, bepaalde « dat de » gehuwde vrouw bevoegd is het beroep van advocaat uit te oefenen met uit-

» drukkelijke of *stilzwijgende* machtiging van haren man ». De Senaat zag er een practisch bezwaar in, zich tevreden te stellen met eene stilzwijgende machtiging. « Het bewijs der machtiging, ten genoegen van den rechter, zal dikwijls voor den » eischer onmogelijk zijn », zei de heer Mosselman in zijn zeer belangwekkend verslag. « Het is redelijk, voegde hij erbij, van den man eene wel overwogen » daad te eischen, eene uitdrukkelijke verklaring van zijn wil, wanneer men in » acht neemt dat hij zelfs met zijn eigen goederen moet instaan voor de verbintenissen, door de vrouw aangegaan. »

Dienvolgens eischt men in artikel 2 eene uitdrukkelijke machtiging van den echtgenoot, *verleend bij verklaring gedaan ter griffie van de rechtbank van eersten aanleg, waarbij de belanghebbende haar beroep zal uitoefenen, en in afschrift overgemaakt aan den secretaris der orde.*

Men moet erkennen dat het nakomen van deze formaliteit, in sommige gevallen, ten goede zal kunnen komen aan derden tot levering van het bewijs der machtiging van den man. Uwe commissie ziet dus geen bezwaar in den nieuwen tekst van artikel 2 aan te nemen.

c) Artikel 5 van ons wetsontwerp luidde :

« De gehuwde vrouw, die bij toepassing van de artikelen 2 en 4 toege-
» laten is tot de uitoefening van het beroep van advocaat, kan zich, zonder
» machtiging, verbinden voor alles wat de uitoefening van het beroep betreft,
» zooals die uitoefening door de wetten en het gebruik wordt bepaald. »

« *In dit geval verbindt zij ook haar man, indien er huwelijksgemeenschap is.* »

Deze slotbepaling, die steunt op artikel 220 van het Burgerlijk Wetboek en op artikel 10 van het Wetboek van Koophandel, gaf aanleiding tot voorbehoud vanwege den Senaat.

Het was voor den Senaat natuurlijk klaar, dat de man aansprakelijk worde gesteld voor de verbintenissen, door de vrouw aangegaan, *wanneer deze door hem is gemachtigd* overeenkomstig artikel 2 : dat is het gemeene recht onder het beheer van de gemeenschap; het kwam echter aan den Senaat overdreven voor, « dat de vrouw de gemeenschap en den man verbindt, wanneer zij zonder machtiging heeft gehandeld » in de gevallen bij artikel 4 voorzien.

Artikel 1426 van het Burgerlijk Wetboek luidt : « De handelingen verricht » door de vrouw zonder 's mans toestemming, zelfs met machtiging van het » gerecht, verbinden niet de goederen der gemeenschap », evenmin als die van den man; dat is het gemeene recht, tenzij wanneer de vrouw zich verbindt als openbare koopvrouw en ter zake van haren handel. (Zie insgelijks artikel 10 van het Wetboek van Koophandel.) De Senaat is van gevoelen, dat zulks eene dwaling is op handelsgebied, dat deze dwaling hier niet dient te worden herhaald, en dat men zich bijgevolg houden moet aan het beginsel van het Wetboek, zooals het wordt bevestigd in artikel 1426 betreffende de niet-handeldrijvende vrouw: geene aansprakelijkheid voor den man noch voor de gemeenschap, wegens handelingen waartoe de man noch rechtstreeks noch onrechtstreeks machtiging heeft verleend.

Bijgevolg heeft de Senaat het tweede lid van artikel 5 vervangen door de

volgende bepaling : « Indien er gemeenschap is tusschen de echtgenooten,
» verbindt de vrouw de gemeenschap en den man, indien zij handelt overeen-
» komstig artikel 2; zij verbindt slechts zich zelve, wanneer zij handelt krachtens
» artikel 4. »

Uwe Commissie meent niet zich te moeten verzetten tegen de aanneming van dit amendement.

Ten slotte, stellen wij u voor, Mijne Heeren, het ontwerp goed te keuren zooals het ons door den Senaat werd overgemaakt.

De Verslaggever,
LÉON MABILLE.

De Voorzitter,
EM. TIBBAUT.
